

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 27/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



TRIMET FRANCE

ZI Le Parquet
Rue Henri Sainte Claire Deville
73300 Saint-Jean-de-Maurienne

Références : JR/2023-0845
Code AIOT : 0006802992

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2023 dans l'établissement TRIMET FRANCE implanté 18, chemin des 2 ponts 82100 Castelsarrasin. L'inspection a été annoncée le 11/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans une thématique de contrôle de la sobriété en eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIMET FRANCE
- 18, chemin des 2 ponts 82100 Castelsarrasin
- Code AIOT : 0006802992
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations TRIMET implantées à Castelsarrasin produisent du fil d'aluminium et d'alliage d'aluminium par laminage, sous forme de bobines d'environ 2 tonnes. La production est destinée à des applications mécaniques pour l'industrie du transport, de la construction et des équipements. La capacité maximale de l'usine qui emploie 35 salariés est de 30 t par jour, pour une production annuelle de 15 000 t de produits finis.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 8 février 2010. Le classement IED (3250 b) a été acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sobriété en eau
- sécurité incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dispositions générales – gestion de l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	/	Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
5	Température de l'effluent du rejets n° R3	Arrêté Préfectoral du 08/02/2010, article 3.3.5	/	Sans objet
6	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 08/02/2010, article 6.2.1.1	/	Sans objet
7	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 08/02/2010, article 6.5.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales – gestion de l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet
3	Prélèvements et consommation d'eau.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions sont prévues en matière de réduction des prélèvements mais le site dispose toujours d'un système de refroidissement en circuit ouvert. L'inspection proposera un arrêté préfectoral prescrivant une étude technico-économique analysant les avantages et inconvénients du passage à un refroidissement en circuit fermé. L'inspection a permis d'affiner le besoin en eau du site afin d'ajuster les volumes autorisés en prélèvement pendant et hors période d'étiage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales – gestion de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Sobriété eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
Constats : L'exploitant a présenté son Système de Management Intégré (SMI) qui comprend son Système de Management Environnemental (SME). Les objectifs sont suivis au travers d'une revue de performance mensuelle, sous la forme tableau des 17 indicateurs des objectifs clés. Le suivi des consommations d'eau n'a pas été retenu comme un des objectifs clés. Des actions de mises en place de nouveaux compteurs internes sont en cours de réalisation. Dans le cadre de son masterplan d'amélioration, l'exploitant déclare supprimer cette année l'arrosage estival de sa toiture, qui est activé pour refroidir les locaux quand leur température dépasse 40° C. Il a installé une solution de rafraîchissement adiabatique qui sera opérationnelle cet été. En l'absence de compteurs dédiés, l'exploitant estime l'économie d'eau ainsi réalisée autour de 6 000 m ³ par an, moyennant un investissement d'environ 50 000 euros.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions générales – gestion de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Sobriété eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.
Constats : L'eau prélevée dans le canal latéral de la Garonne est majoritairement utilisée sur le site pour refroidir en circuit ouvert le fil d'aluminium via 22 asperseurs au niveau de la roue de coulée. L'exploitant indique qu'une réflexion est en cours sur les avantages et inconvénients du passage à un refroidissement en circuit fermé, avec des tours aéroréfrigérantes. L'exploitant évoque les problématiques d'emploi de produits chimiques et de gestion du risque légionelle. L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer le ratio d'eau consommée par tonne d'aluminium produite concernant les 10 dernières années. L'inspection proposera un arrêté préfectoral prescrivant à l'exploitant de faire réaliser une étude technico-économique analysant les avantages et inconvénients du passage à un refroidissement en circuit fermé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prélèvements et consommation d'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie.
Constats : L'inspection constate que le volume maximal de prélèvement d'eau annuel autorisé dans le canal latéral de la Garonne, de 470 000 m ³ , ne correspond pas à la réalité de la consommation du site. L'exploitant explique que le chiffre autorisé en 2010 se basait sur le projet en cours d'étude de doubler la capacité du site. Ce projet n'est plus d'actualité aujourd'hui. L'inspection propose la modification du volume autorisé pour adapter les prélèvements aux besoins en eau du site.
Observations : L'arrêté préfectoral n° 82-2023-05-15-00005 du mai 2023 rédigé postérieurement à l'inspection autorise un prélèvement annuel de 250 000 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi des consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'eau alimentant le site est prélevée gravitairement depuis le canal latéral de la Garonne. Une partie de cette eau prélevée par Trimet alimente le site industriel voisin Aludium, au travers d'une conduite souterraine, sans que les volumes partagés soient comptabilisés. Une pompe alimente un château d'eau s'élevant à 15 m. La distribution est assurée par une tuyauterie aérienne, permettant la détection d'éventuelles fuites. Un compteur est situé à la sortie du château d'eau. L'inspection demande à l'exploitant d'attester de la mise en place d'un compteur d'eau différenciant sa consommation propre de celle du site Aludium, et de lui attester de la mise en place d'un relevé journalier de ce compteur d'eau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Température de l'effluent du rejets n° R3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2010, article 3.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, température des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [..] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes: - température: inférieure à 30°C [..]
Constats : A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté sur un tableur une température de l'effluent aqueux n° R3 (refroidissement du fil d'aluminium) sans qu'il soit clairement établi en séance que le chiffre présenté correspondait bien au point de rejet n° R3, faute d'un intitulé explicite. L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer le dernier rapport de contrôle des effluents afin de confirmer la mesure de la température présentée comme étant celle du point de rejet n° R3.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2010, article 6.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance des personnes présentes dans l'établissement. Une consigne décrit les modalités de la surveillance, de jour comme de nuit de l'établissement.
Constats : L'inspection constate que l'accès au site n'est pas contrôlé. L'interphone au niveau du portail d'entrée n'est pas fonctionnel, et rien n'empêche les véhicules de pénétrer dans le périmètre ICPE. L'exploitant explique qu'une panne récente est survenue sur ce système de contrôle d'accès. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre l'attestation de retour à la normale du contrôle d'accès au site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2010, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle annuel des extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essai périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection constate par sondage que quelques extincteurs portent une mention de dernier contrôle périodique datée de plus d'un an (décembre 2021). L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le dernier rapport de contrôle concernant l'ensemble des extincteurs de son site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet